

Subsides

mais comme nous ne pouvons pas les leur offrir ils s'en vont avec le minerai.

● (1642)

Nous répétons qu'il nous faut l'infrastructure nécessaire. On dit que nous sommes la capitale mondiale du nickel. Cela veut dire pour nous tout simplement que notre population l'extrait du sous-sol, le place dans des wagons et l'envoie ailleurs. La planification économique nationale doit faire en sorte que la mise en valeur d'une ressource profite avant tout aux Canadiens, ceux d'aujourd'hui et ceux des générations à venir et que les profits de leur exploitation soient réinvestis, sous forme d'infrastructures, dans les collectivités où ils sont réalisés.

Nous parlons d'industries connexes. Il n'y a pas de raison par exemple que nous ne fabriquions pas dans le bassin de Sudbury le matériel d'exploitation minière que nous importons de Finlande. C'est inimaginable! Devoir importer du matériel finlandais pour le bassin minier du Sudbury! Nous avons là beaucoup de mines fermées, que nous pourrions utiliser comme laboratoire pour la mise au point d'un nouveau matériel minier.

Nous n'avons pas de laminoirs à nickel. La Monnaie royale canadienne achète à l'Inco 50 p. 100 du nickel laminé qu'elle utilise, et ce nickel laminé provient de Pittsburgh. L'autre moitié est achetée à l'usine Sherritt Gordon de Fort Saskatchewan, qui l'importe des Philippines et la lamine avant de la revendre à la Monnaie. Même les pièces que vous avez dans votre poche, monsieur l'Orateur, ne sont pas le produit de la main-d'œuvre canadienne, si ce n'est pour ce qui est de l'extraction du métal de la mine.

Il faudrait voir comment les Japonais protègent leur industrie. Nous avons abordé cette question avec le ministre je ne sais combien de fois. Dans les faits, le Japon prélève à l'importation un droit temporaire de 13 p. 100 sur le nickel fini. Il faudrait une protection douanière quelconque contre le nickel brut étranger, quand nous sommes littéralement enterrés sous nos propres stocks de nickel. Le problème est que le gouvernement actuel est partie intégrante de l'establishment. Le ministre de l'Industrie et du Commerce sourit, mais je lui rappellerai qu'à peine l'ancien ministre des Finances avait-il quitté ses fonctions ministérielles que Bay Street est venu le chercher pour lui offrir un poste à \$200,000 par année. Son avenir est assuré. Le ministre des Finances précédent a également obtenu sa récompense de Bay Street et fera partie du cercle des initiés.

Il suffit de jeter un coup d'œil à la structure du gouvernement. Les ministres ne sont que les pantins ou les porte-parole des investisseurs et des richards. Ils font exactement ce que leur dit Bay Street, pas plus et pas moins. Ils ne mettent pas en question cette structure, car c'est ainsi que l'aiment les gars de Bay Street et c'est ainsi qu'elle restera.

Nous avons dit ce qu'il nous faut. Nous avons besoin d'un plan économique national comportant des stratégies sectorielles. En outre, il nous faut un gouvernement dont l'objectif fondamental serait le plein emploi et qui ne permettrait jamais que le travailleur canadien fasse les frais d'une lutte quelconque, que ce soit contre l'inflation, contre le chômage ou contre quoi que ce soit. Le travailleur canadien ne doit pas servir de pion dans les luttes qu'entrevoit le gouvernement.

Il y a cinq ou six semaines, s'adressant à un colloque libéral à Toronto, le premier ministre, quand on lui a demandé s'il

croyait que l'inflation allait diminuer l'an prochain, a répondu qu'il l'espérait parce qu'il croyait que le travailleur ne demanderait pas de fortes augmentations de salaire comme il l'avait fait avant les contrôles. Et la raison de cette attitude probable selon lui, c'est le grand nombre de personnes sans travail dans notre pays. Quelle déclaration de la part du premier ministre!

En fait, il disait que le gouvernement disposait d'un plan pour maintenir un grand nombre de chômeurs. Les ministériels devraient être très fiers d'eux-mêmes; ils doivent être fiers de leur réussite puisque le nombre de chômeurs a atteint le million. Peut-être devraient-ils décerner un prix au millionième chômeur. Cela irait bien avec la façon dont le gouvernement règle nos problèmes. Si la caisse des Olympiques est déficitaire, créons une loterie; si le sport amateur a besoin de subventions, créons une autre loterie. Les gouvernements provinciaux ont la même attitude maintenant. Quand nous ne pouvons pas régler les problèmes de façon réaliste, nous allons chercher des solutions dans le rêve, dans l'irréel. Nous disons: «Un jour, ce sera ton tour! Il y a la loterie provinciale, Loto-Canada, Wintario, et Loto Canada.» A mon avis, les gouvernements provinciaux adoptent une voie dangereuse. Il nous faut des solutions à ces problèmes et il faut que le gouvernement vise le plein emploi.

D'abord et avant tout, le gouvernement devrait s'attacher à maintenir le niveau d'emploi dans les localités les moins aptes à subir le chômage. Voilà pourquoi nous suggérons qu'à court terme le gouvernement devrait constituer des stocks de nickel car nous nous rendons compte qu'aussitôt que des travailleurs perdent leur emploi, nous devons leur verser des prestations d'assurance-chômage. Maintenant, nous nous apercevons que de nouveaux changements ont été apportés au régime d'assurance-chômage. Lorsque ces changements ont été introduits, tous les conservateurs les ont appuyés. Le député de Hamilton-Ouest était tout à fait d'accord pour qu'on augmente le nombre de semaines de travail ouvrant droit aux prestations d'assurance-chômage. Nous nous apercevons maintenant que partout au pays des travailleurs mis à pied ne peuvent toucher de prestations d'assurance-chômage parce qu'ils n'ont pas travaillé suffisamment longtemps pour être admissibles au régime. Ils se tournent donc vers les programmes d'aide sociale. Dans notre région de l'Ontario, nous constatons que les programmes d'aide sociale manquent de fonds, de sorte qu'il y a nombre de gens qui attendent qu'un organisme quelconque leur fournisse quelques dollars.

J'ai dit que le NPD tient à ce que nous ayons une planification économique. Nous avons affirmé qu'il y a lieu de dresser un plan économique national pourvu de stratégies sectorielles. Nous avons dit que notre parti avait foi dans le plein emploi. Nous ne pouvons pas accepter le rafistolage et la manipulation de l'organisation économique du Canada. Nous avons affirmé qu'une solution positive pourrait émaner de ce coin-ci de la Chambre. Très souvent, les députés d'en face méconnaissent les problèmes qui assaillent les Canadiens, de sorte que nous exprimons ces sentiments d'une façon saisissante, afin qu'ils se rendent compte que les problèmes existent et qu'il faut essayer de les régler. Voilà pourquoi je voudrais proposer la motion suivante, avec l'appui du député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles):